

QUESTIONS OUVRIÈRES

WINNIPEG (MAN.)—CONGÉDIEMENTS À CANADIAN AVIATION ELECTRONICS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Production de défense peut-il maintenant répondre plus explicitement à ma question de vendredi dernier concernant les avis de congédiement remis à 150 employés de Canadian Aviation Electronics à Winnipeg?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de la Production de défense): Monsieur l'Orateur, deux réunions ont eu lieu à ce sujet, l'une avec des représentants du Manitoba et l'autre avec des représentants de la compagnie en cause. A la suite des instances présentées, les fonctionnaires de mon ministère et moi-même examinons cette affaire. J'espère pouvoir donner une réponse plus complète d'ici la fin de la semaine.

LA RECHERCHE

LA CONTRIBUTION CANADIENNE À L'«ACCELERATOR LABORATORY»

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au président du Conseil du Trésor. Le gouvernement a-t-il déjà songé à faire bénéficier d'un apport canadien l'Accelerator Laboratory, projet de recherche américain, comme l'a proposé l'Association canadienne des physiciens, financée elle-même par le Conseil national des recherches?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

[Français]

LES AÉROPORTS

QUÉBEC—L'EMPLACEMENT DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Peut-il nous dire si une rencontre avec les représentants de la province de Québec doit bientôt avoir lieu au sujet de l'aéroport international et quand il annoncera l'emplacement du nouvel aéroport ?

[Traduction]

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'espérance m'habite toujours. Le gouvernement s'occupe diligemment de cette question et je compte d'ici quelques jours être à nouveau en rapport avec le gouvernement de Québec. J'espère ensuite pouvoir fournir une prompt réponse.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT

L'AUTORISATION DE CRÉER UN MINISTÈRE DES PÊCHES ET FORÊTS ET AUTRES MINISTÈRES

La Chambre, réunie en comité plénier sous la présidence de M. Béchard, reprend l'étude interrompue le mardi 11 mars du bill C-173, concernant l'organisation du gouvernement du Canada et les questions qui s'y rattachent ou en dépendent, présenté par le très honorable M. Trudeau.

M. l'Orateur suppléant: Lorsque le débat a été ajourné le mardi 11 mars, l'article 13 était à l'étude.

Sur l'article 13—*Création du ministère.*

[Français]

M. Latulippe: Monsieur le président, je suis heureux de prendre part à la discussion sur le bill C-173 qui vise à fusionner deux ministères.

Avant de faire quelques commentaires au sujet du bill, je voudrais dire au ministre toute mon admiration. Je lui parlerai de tout ce qui est valable, à notre avis, dans l'article 13. Tout à l'heure, je lui dirai que bien qu'il y ait du bon dans son nouveau ministère, il s'y trouve aussi certaines choses qui ne rendront pas service à la nation. Il y a des points à étudier et à mettre en évidence dans le domaine de l'industrie, par exemple.

Je crois que l'honorable ministre a surtout basé ses observations sur la production, la productivité de l'industrie et sur l'exportation.

Je lui signalerai tout de suite qu'il n'existe aucun problème de production, mais il y a beaucoup de problèmes d'achat, car les «chiffres-prix» ne correspondent pas aux «chiffres-argent». Pour qu'une économie soit viable, il faut que les «chiffres-argent» et les «chiffres-prix» correspondent, mais le ministre n'en a pas du tout fait mention dans son exposé. Il a dit qu'il fallait trouver toutes sortes de moyens pour augmenter la productivité. La production est égale à la consommation, mais pour assurer la consommation, il suggère de recourir à l'exportation.

Il est bien beau de dire qu'on peut produire et exporter, mais, monsieur le président, il est assez difficile d'exporter quand la production coûte trop cher, que le prix de la production est augmenté par les taxes, les impôts et le taux d'intérêt exorbitant que le gouvernement impose. L'honorable ministre n'a pas eu un mot à dire sur ce point et il n'a pas ouvert d'horizon, bien qu'il y en ait beaucoup